

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plerin

Plerin, le 14/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ARMORICAINE DE GRANITE

Rue des Carrières
La Clarté
22700 Perros-Guirec

Références : 2025.133
Code AIOT : 0005502269

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/03/2025 dans l'établissement ARMORICAINE DE GRANITE implanté CLEGUER (La Clarté) dite SAG 4 22700 Perros-Guirec. L'inspection a été annoncée le 10/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARMORICAINE DE GRANITE
- CLEGUER (La Clarté) dite SAG 4 22700 Perros-Guirec
- Code AIOT : 0005502269
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

C'est une carrière à ciel ouvert de granit autorisée par arrêté préfectoral en date du 27 décembre 2012.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	LOCALISATION de LA CARRIÈRE	Arrêté Préfectoral du 27/12/2012, article 1.2.3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Mesures des Retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 27/12/2012, article 3.1.4	Demande d'action corrective	3 mois
5	Localisation des points de rejet	Arrêté Préfectoral du 27/12/2012, article 4.3.5	Demande d'action corrective	3 mois
6	Valeurs limites d'émission des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 27/12/2012, article 4.3.9	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	AUTO SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES	Arrêté Préfectoral du 27/12/2012, article 11.2.6	Demande d'action corrective	3 mois
9	Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de la carrière	Arrêté Préfectoral du 27/12/2012, article 5.1.4	Demande d'action corrective	1 mois
10	Stockage des déchets inertes résultant de l'exploitation de la carrière	Arrêté Préfectoral du 27/12/2012, article 5.1.9	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Quantité d'extraction et Commercialisée autorisée	Arrêté Préfectoral du 27/12/2012, article 1.2.5	Sans objet
3	Plans et registres	Arrêté Préfectoral du 27/12/2012, article 2.6.2	Sans objet
8	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 27/12/2012,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		article 9.5.3	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection met en évidence une non-conformité majeure sur le respect du périmètre autorisé et la gestion des déchets d'extraction et des points de vigilance concernant l'auto-surveillance des retombées de poussières, des niveaux sonores et des eaux rejetées, l'entretien des bassins et du point de rejet, et l'évacuation des déchets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : LOCALISATION de LA CARRIÈRE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2012, article 1.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, LOCALISATION de LA CARRIÈRE
Prescription contrôlée : L'autorisation d'exploiter est accordée sur les terrains situés sur la commune, parcelles et lieu-dit suivants Section OC - parcelles n° 471, 472, 486,488 et 489
Constats : Lors de l'inspection, il est constaté que les activités d'extraction, d'entreposage des blocs commercialisables, de stockage des boues et les différents locaux sont situés sur les parcelles prévues. Cependant, les blocs non commercialisables et des déchets de sables sont stockés sur les parcelles C 537, 538 et 540 sur le site de la SAG 2. Cet exutoire était autorisé dans l'arrêté préfectoral jusqu'au 23 février 2016, l'exploitant ne peut donc plus stocker les déchets d'extraction sur ces parcelles.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit respecter les dispositions de l'article 1.2.3 de son arrêté préfectoral d'autorisation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Quantité d'extraction et Commercialisée autorisée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2012, article 1.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Quantité d'extraction et Commercialisée autorisée
Prescription contrôlée :

<p>La quantité maximale de matériau à extraire, calculée sur une période d'une année calendaire, est limitée à 19 200 tonnes, mais doit également respecter une moyenne de 16 000 tonnes par an, calculée sur chaque période quinquennale définie à l'article 2.7.5 du présent arrêté.</p> <p>La quantité maximale de matériau commercialisable, calculée sur une période d'une année calendaire, est limitée à 8 640 tonnes, mais doit également respecter une moyenne de 7 200 tonnes par an, calculée sur chaque période quinquennale définie à l'article 2.7.5 du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, pour l'année 2024, l'exploitant indique qu'environ 4 000 tonnes de matériaux ont été extrait, dont 807 m3 soit 2 200 tonnes de blocs commercialisables.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Plans et registres

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2012, article 2.6.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Plans et registres</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan d'échelle adaptée à la superficie est établi par l'exploitant sur un fond cadastral. Sur ce plan réalisé par un géomètre sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres, • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'extraire, • les bords de la fouille, • les courbes de niveau ou côtes d'altitude des points significatifs (niveau des banquettes, du fond de fouille, ...), • les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état, • l'emprise des infrastructures, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...) et des terres de découvertes, • les zones de stockage des blocs de granit, • la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection, • le réseau de circulation des effluents (eaux pluviales, eaux de procédés,...). <p>Les surfaces (S1 , S2 et S3) des différentes zones (S1 = exploitées, S2= en cours d'exploitation, S3 = remise en état, en eau...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités.</p> <p>Ce plan et ses annexes sont mis à jour au moins une fois par an. De plus, un plan présentant le projet de progression de l'exploitation pour les douze mois suivant est joint. Un exemplaire de ces plans et annexes est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant fournit le plan topographique d'exploitation sur fond cadastral mis à jour en mars 2024, qui comporte les informations prévues.</p> <p>Le fond de fouille est à la cote -1 m NGF, les paliers sont d'environ 7 m.</p> <p>Par rapport au phasage prévisionnel d'exploitation annexé à l'arrêté préfectoral, le carreau de la fosse d'extraction est plus profond que prévu (2m NGF), et il n'y a pas d'extraction sur la partie Est de la fosse.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Mesures des Retombées de poussières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2012, article 3.1.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Mesures des Retombées de poussières</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un réseau approprié de mesures de retombées des poussières dans l'environnement, notamment au niveau de l'habitation la plus proche située au Nord du site, des secteurs habités situés aux lieux dits « La Clarté » et « Keroullou Bian » doit être mis en place en périphérie de la carrière.</p> <p>L'emplacement des capteurs, choisis par l'exploitant et au nombre minimum de 3 points correspondants aux secteurs susmentionnés, est déterminé après accord avec l'inspection des installations classées.</p> <p>Les mesures des retombées des poussières sont réalisées pendant les périodes d'activité et en période sèche (été) selon une procédure normalisée (NF X 43-007 ou équivalent). La première mesure sera réalisée dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté, puis tous les 2 ans sauf en cas de plainte. Cette fréquence pourra être portée à 5 ans si les deux premières mesures démontrent un dépôt maximal 5 fois inférieur à la valeur limite définie à l'article 3.1.5 du présent arrêté.</p> <p>Une mesure de caractérisation de la teneur en quartz doit être effectuée lors des 2 premières mesures des retombées de poussières aux trois points correspondants aux secteurs susmentionnés, puis renouvelé ensuite tous les cinq ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>Post-inspection, l'exploitant fournit le rapport de mesures de retombées de poussières de 2021. Ce rapport fait état de l'auto-surveillance des retombées de poussières sur les 3 points de mesures prévus, cependant 2 de ces points ont fait l'objet d'acte de malveillance et aucun résultat n'est donc exploitable.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit réaliser de nouvelles mesures de retombées de poussières conformément à l'article 3.1.4 de son arrêté préfectoral.</p> <p>De plus, l'exploitant doit veiller au respect de la périodicité de cette surveillance.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Localisation des points de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2012, article 4.3.5	
Thème(s) : Risques chroniques, Localisation des points de rejet	
Prescription contrôlée : <p>Les réseaux de collecte des effluents générés par la carrière et ceux provenant de la carrière exploitée par la société HIGNARD Granits et d'une autre carrière exploitée par la SAS Armoricaïne de Granit dite « SAG 1 » aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :</p>	
N° de rejet	1
Nature des effluents	Eaux pluviales non susceptibles d'être polluées, eaux pluviales susceptibles d'être polluées, eaux d'exhaure
Débit	30 m ³ / h au maximum
Cheminement des eaux et traitement avant rejet	Décanteur séparateur d'hydrocarbures de classe 1 pour les eaux pluviales susceptibles d'être polluées provenant de l'aire de lavage et de ravitaillement des engins. Bassins de fond de fouille, puis traitement par filtration sur média filtrant, puis passage dans 2 bassins de décantation (300 m ³ et 1 200 m ³) avant rejet dans le milieu naturel
Exutoire du rejet	ruisseau du fond du « vallon des petits Traouïeros » Cordonnées Lambert II (X : 172 796 km et Y : 2 439 888 km)

<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, il est constaté la présence du bassin de fond de fouille, du système de traitement et des 2 bassins de décantation avant rejet. Cependant, il est constaté une végétation abondante ne permettant pas d'accéder au point de rejet et aux abords des bassins. De plus, les bassins sont chargés en MES, l'exploitant précise qu'ils n'ont pas été curés depuis longtemps. L'exploitant indique que le point de rejet n'est pas équipé de vanne de confinement des eaux.</p>	
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit procéder au curage des bassins de décantation et au nettoyage de leurs abords. L'exploitant doit maintenir le point de rejet accessible en permanence. L'exploitant doit équiper le point de rejet d'une vanne de confinement des eaux.</p>	
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>	
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>	
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>	

N° 6 : Valeurs limites d'émission des eaux pluviales

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2012, article 4.3.9</p>					
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des eaux pluviales</p>					
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées et collectées dans les installations (eaux d'extinction incendie, etc..) sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.</p> <p>Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.</p> <p>Le rejet n°1 identifié à l'article 4.3.5 du présent arrêté ne devra en aucun cas dépasser les valeurs limites suivantes :</p>					
<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <th style="width: 50%;">Paramètres</th> <th style="width: 50%;">Concentration maximale journalière (mg/l)</th> </tr> <tr> <td style="padding: 10px;">DCO (NFT 90-101)</td> <td style="text-align: center; padding: 10px;">30</td> </tr> </table>	Paramètres	Concentration maximale journalière (mg/l)	DCO (NFT 90-101)	30	
Paramètres	Concentration maximale journalière (mg/l)				
DCO (NFT 90-101)	30				

MES (NF EN 872)	25
Hydrocarbures (NF EN ISO 9377-2)	1

Dans le cas de prélèvement instantanés, aucune valeur ne doit dépasser le double de la valeur limite prescrite en concentration maximale journalière.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant précise qu'une analyse des eaux a été réalisée et est en attente du résultat.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre le rapport d'analyse des eaux rejetées et poursuivre l'auto-surveillance selon la périodicité prévue à l'article 11.2.3 de son arrêté d'autorisation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : AUTO SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2012, article 11.2.6

Thème(s) : Risques chroniques, AUTO SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES

Prescription contrôlée :

Une mesure de la situation acoustique, uniquement des émergences, sera effectuée dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté, au niveau des points de contrôle : « Keroullou Bian » et de la maison la plus proche située au Nord mentionnés sur la carte en annexe, puis une mesure tous les deux ans.

Ces mesures doivent être effectuées par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander. L'exploitant veille à ce que les mesures soient représentatives de toutes les activités présentes sur le site (foration, transport, et autres activités). Le compte-rendu des mesures doit préciser les installations en fonctionnement lors du contrôle des niveaux sonores.

En cas de dépassement des seuils limites d'émergence, la mesure de la situation acoustique devra être complétée par des mesures en limite de propriété afin d'identifier l'origine des dépassements. L'exploitant devra adresser les mesures prises ou envisagées pour respecter les seuils d'émergence.

Constats :
Post-inspection, l'exploitant fournit le rapport de mesure de la situation acoustique de 2021, qui conclut à la conformité des résultats sur les points de mesures prévus. A noter qu'aucune plainte du voisinage n'a été reçue par l'inspection ces dernières années.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit procéder à la réalisation de nouvelles mesures acoustiques de son installation. De plus, l'exploitant doit veiller au respect de la périodicité de cette surveillance.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2012, article 9.5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage fixe ou mobile d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité du plus grand réservoir, • 50 % de la capacité des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts, • dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, • dans tous les cas, 1 000 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 1000 litres. <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.</p> <p>Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant</p>

notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite. Lors d'un stockage en extérieur, des dispositions doivent être prises pour éviter que l'eau de pluie ne puisse s'accumuler et rendre inefficace la rétention. Elles ne doivent comporter aucun moyen de vidange par simple gravité vers le milieu naturel récepteur. Les dispositifs de rétention doivent faire l'objet de vérifications régulières en particulier pour ce qui concerne leur étanchéité.
Constats : Lors de l'inspection, il est constaté la présence de bacs de rétention dans l'atelier.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2012, article 5.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de la carrière
Prescription contrôlée : L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.
Constats : Lors de l'inspection, il est constaté la présence de fûts vides et de ferraille aux abords de l'atelier.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit procéder à l'évacuation des déchets vers des installations autorisées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Stockage des déchets inertes résultant de l'exploitation de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2012, article 5.1.9
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des déchets inertes résultant de l'exploitation de la carrière
Prescription contrôlée : (...) Jusqu'au 23 février 2016, les déchets inertes d'exploitation sont soit valorisés à l'extérieur, soit éliminés sur le site de la carrière située à PERROS-GUIREC au lieu-dit « Mez Goué » (parcelles cadastrées section C n° 535, 536, 537, 538 et 540 d'une superficie totale de 4 hectares) et autorisée par l'arrêté préfectoral du 23 février 1986 pour une durée de 30 ans. Dans un délai maximum de 2 ans après la notification du présent arrêté, l'exploitant devra préciser au préfet les conditions d'élimination des déchets inertes d'exploitation non valorisables provenant de la carrière.(...)

<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, il est constaté que les blocs non commercialisables et les déchets de sables sont stockés sur les parcelles C 537, 538 et 540 sur le site de la SAG 2. Cet exutoire était autorisé dans l'arrêté préfectoral jusqu'au 23 février 2016, l'exploitant ne peut donc plus stocker les déchets d'extraction sur ces parcelles. L'inspection n'a pas reçu d'éléments relatifs à la gestion de ces déchets depuis 2016.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit respecter les dispositions de l'article 5.1.9 de son arrêté d'autorisation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>